

3. That the following principles are accepted by the international American community:

(a) Proscription of territorial conquest and that, in consequence, no acquisition made through violence shall be recognized;

(b) Intervention by one State in the internal or external affairs of another State is condemned;

(c) Forcible collection of pecuniary debts is illegal; and

(d) Any difference or dispute between the American Nations, whatever its nature or origin, shall be settled by the methods of conciliation, or full arbitration, or through operation of international justice.

Chronik der Staatsverträge

Politische Verträge

Durch die im Anhang abgedruckte *britisch-französische Erklärung vom 24. April 1937*¹⁾, die von den Botschaftern der beiden Mächte in Brüssel der belgischen Regierung übergeben und von dieser zur Kenntnis genommen worden ist, haben die beiden Westmächte *Belgien* aus den ihnen gegenüber bestehenden Verpflichtungen aus dem Vertrag von Locarno und den nach Maßgabe der Entwürfe vom 19. März 1936²⁾ getroffenen Abreden vom Frühjahr 1936 entlassen. Die Befreiung Belgiens von den darin enthaltenen Beistandspflichten entspricht dem vom König der Belgien in seiner Rede vom 14. Oktober 1936 ausgesprochenen Wunsche, die internationale Stellung des Landes den geänderten tatsächlichen Kräfteverhältnissen entsprechend zu modifizieren und das Land möglichst aus allen Konflikten seiner Nachbarn herauszuhalten³⁾.

¹⁾ Französ. Wortlaut: *Annales Parlementaires de Belgique, Chambre de Représentants 1936/37, S. 1284 f.*; englischer Wortlaut: *Cmd. 5437*.

²⁾ Abdruck: *Diese Zeitschr. Bd. VI, S. 309 ff.*

³⁾ In der Königsrede vom 14. 10. 1936 (Abdruck: *«La Société des Nations», Revue Mensuelle Documentaire 1936, S. 431 ff.*) heißt es u. a. *«Notre situation géographique nous commande d'entretenir un appareil militaire de nature à dissuader quiconque de nos voisins d'emprunter notre territoire pour attaquer un autre Etat.*

En s'acquittant de cette mission, la Belgique concourt de manière imminente à la paix de l'Europe occidentale et elle se crée, ipso facto, un droit au respect et à l'aide éventuelle de tous les Etats qui ont intérêt à cette paix. Sur cette base, je crois l'opinion belge unanime.

Nos engagements ne doivent pas aller au delà. Toute politique unilatérale affaiblit notre position à l'extérieur et suscite, à tort ou à raison, la division à l'intérieur. Une alliance même purement défensive ne crée pas la paix, car si prompt que pourrait être le secours d'un allié, il n'interviendrait qu'après le choc de l'envahisseur, qui sera foudroyant . . . C'est pourquoi nous devons, comme le disait récemment le ministre des Affaires étrangères, poursuivre une politique exclusivement et intégralement belge.

Cette politique doit viser résolument à nous placer en dehors des conflits de nos voisins. Elle répond à notre idéal national. Elle peut se soutenir par un effort militaire et

Die nach Erklärung vom 24. April 1937 Belgien dagegen auch weiterhin gewährte britisch-französische Garantie unterscheidet sich von der früher nach Maßgabe des Locarno-Vertrages bestehenden Garantie wesentlich dadurch, daß sie von der Einhaltung bestimmter politischer Richtlinien durch die belgische Regierung abhängig gemacht worden ist. Belgien ist zwar in bezug auf die Führung seiner auswärtigen Politik keinen Beschränkungen unterworfen, kann jedoch mit dem Beistand Frankreichs und Großbritanniens nur rechnen, wenn es alle erforderlichen Vorkehrungen zum Schutze seines Territoriums und gegen seine etwaige Verwendung als Operationsbasis gegen ein anderes Land trifft und seinen Völkerbundsverpflichtungen treu bleibt.

Der belgische Außenminister Spaak hat die neue Rechtslage in der von ihm vor der Belgischen Kammer am 29. April 1937 verlesenen Regierungserklärung ¹⁾ folgendermaßen gekennzeichnet:

»La déclaration du 24 avril n'est pas un traité au sens propre du mot. C'est un acte spontané de la France et de l'Angleterre; mais cet acte trouve sa justification dans la définition de notre politique extérieure. Il découle de là que, si un jour, usant de notre liberté, nous entendions modifier notre politique, c'est tout à fait légitimement que la France et l'Angleterre pourraient être amenées à nous retirer leur garantie.«

Mit dieser Einschränkung ihrer Garantiepflcht sind nunmehr auch Frankreich und Großbritannien, die bisher erklärt hatten, daß ihrer Meinung nach der Locarno-Vertrag unverändert fortbestehe, von dem System des Locarno-Vertrages abgerückt ²⁾. In denselben Zusammenhang gehört es, daß Italien nicht formal an der Abfassung der Erklärung beteiligt worden ist, obwohl die veränderte Stellung Belgiens auch die

financier raisonnable et elle ralliera adhésion des Belges, tous animés d'un intense et primordial désir de paix.« Ergänzend erklärte der belgische Außenminister Spaak am 28. 10. 1936 vor der Belgischen Kammer (Ann. Parl. de Belg., Ch. d. Représentants, 1936/37, S. 371): »Je ne critique pas les alliances défensives que peuvent conclure tels ou tels pays. Les grands pays ont une politique d'intérêt mondial, ils ont même une politique de prestige à maintenir. Lorsque, par contre, la Belgique se défend, lorsqu'elle prend toutes les mesures pour le faire, lorsqu'elle donne à l'Europe cette assurance que son territoire ne servira pas de base à une attaque quelconque, la Belgique fait tout ce qui lui est possible de faire.«

¹⁾ Ann. Parl., Ch. d. Représ., 1936/37, S. 1286.

²⁾ Auf die Anfrage, ob die Abänderung des Locarno-Vertrages unter Beachtung der in seinem Art. 8 vorgesehenen Form erfolgt sei, erteilte der britische Außenminister Eden am 3. Mai 1937 im Unterhaus folgende Antwort (Parl. Deb., House of Commons, Bd. 323, Sp. 777): »No, Sir. Article 8 contemplates the position where the Treaty of Locarno can cease to have effect because the Council decides that the League of Nations ensures sufficient protection to the parties. The situation produced by Germany's repudiation of the Treaty obviously rendered inappropriate the utilisation of the machinery provided by Article 8, especially as there was no question of terminating the Treaty.«

Verpflichtungen Italiens als Garantiemacht des Locarno-Vertrages nicht unberührt lassen könnte ¹⁾).

Die Frage der Verteidigung Belgiens gegen äußere Angriffe ist bis in die jüngste Zeit hinein auch eine Frage militärischer Zusammenarbeit Belgiens mit den jetzigen Garantiemächten gewesen, die sich nach der Abwandlung des französisch-belgischen Militärvertrages vom 7. September 1920 durch den Notenwechsel vom 6. März 1936 ²⁾ und

¹⁾ In der Note vom 26. 5. 1937, mit der die britische und französische Regierung dem Generalsekretär und den Mitgliedern des Völkerbundes von der Brüsseler Erklärung Mitteilung gemacht haben (Wortlaut: S. d. N., Journal Officiel, 1937, Ziff. 3907), wird gesagt, daß der kürzlich erfolgte Meinungsaustausch zwischen den Signatarmächten des Locarno-Vertrages über den Abschluß eines neuen Westpakts gezeigt habe, «d'une part, que dans tout nouveau traité la Belgique souhaiterait ne pas donner de garanties à d'autres Etats et, d'autre part, que les quatre gouvernements impliqués dans les négociations seraient prêts à accepter que la Belgique, dans le nouveau traité, ne s'engageât pas à garantir d'autres Etats». Der Mitteilung des Inhalts der Brüsseler Erklärung wird hinzugefügt, daß sie gemäß den Vorschriften der Völkerbundssatzung registriert worden sei und daß der Notenwechsel «n'affecte en rien les obligations de tout pays autre que la Belgique».

²⁾ Ann. Parl. de Belg., Ch. d. Représ., 1935/36, S. 789. Die von der belgischen Regierung in denselben Worten bestätigte Note des französischen Botschafters vom 6. März 1936 lautet:

»Ambassade de France
en Belgique.

Bruxelles, le 6 mars 1936.

»A Son Excellence M. van Zeeland, Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur,

»Monsieur le Ministre,

»Par les lettres échangées les 10 et 15 septembre 1920 entre le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères de France, et le Premier Ministre de Belgique, le Gouvernement de la République et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges ont donné leur approbation à l'accord militaire signé le sept septembre 1920.

»L'accord de 1920 avait pour objet, aux termes des lettres échangées en 1920 par les deux gouvernements et enregistrées à Genève, de renforcer les garanties de paix et de sûreté résultant du pacte de la Société des Nations. Il assurait les conditions techniques d'une coopération militaire entre la France et la Belgique dans le cas d'une agression non provoquée de l'Allemagne. En 1925 est intervenu à Locarno un traité réalisant d'une manière plus complète et plus précise les garanties prévues en 1920, traité conclu par M. le Président de la République et approuvé par les Chambres. Ce traité constitue l'un des éléments essentiels du statut international de la Belgique; les engagements qu'il définit sont, avec ceux du Pacte de la Société des Nations les seuls qui, en matière de garantie et d'assistance, lient la France et la Belgique. Il va sans dire que les deux gouvernements sont plus résolus que jamais à y demeurer fidèles.

»Au point de vue militaire, l'accord de 1920 contient, en même temps que des dispositions générales comportant un contact entre états-majors, des dispositions particulières visant l'occupation commune de la rive gauche du Rhin.

»Les deux gouvernements, constatant tout ce qu'il y a de périmé dans cet arrangement, ont reconnu l'intérêt de n'en retenir que le seul élément aujourd'hui valable, à savoir l'accord existant entre eux et qu'ils tiennent aujourd'hui à confirmer, quant au maintien d'un contact entre états-majors ayant pour objet l'exécution des engagements définis

auf Grund des britisch-belgischen Notenwechsels vom 1. April 1936¹⁾ in der Form von Generalstabsbesprechungen abspielte, deren Bedeutung der belgische Ministerpräsident van Zeeland in einer

par le Traité rhénan de Locarno, ainsi que l'étude des conditions techniques d'une application éventuelle des dits engagements. Il demeure entendu que semblable contact ne peut engendrer aucun engagement d'ordre politique ni aucune obligation quant à l'organisation de la défense nationale pour l'une ou l'autre des parties intéressées,

»J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord du Gouvernement français sur ce qui précède.

»Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

»(Signé) Laroche«

¹⁾ Cmd. 5149. (Miscellaneous 1936 Nr. 4). Der Notenwechsel vom 1. April 1936 lautet:

Mr. Eden to Baron de Cartier de Marchienne.

Your Excellency,

Foreign Office, April 1, 1936.

I have the honour to hand herewith to your Excellency the letter contemplated in the Text of Proposals drawn up on the 19th March by the representatives of Belgium, France, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and Italy. Your Excellency will appreciate that the delivery of this letter in no way implies that in the view of His Majesty's Government in the United Kingdom the effort of conciliation referred to in this letter has failed. As you are aware, we have to-day received from the German Government certain proposals which we have communicated to your Government and to which we are giving our immediate consideration.

Meanwhile, His Majesty's Government are willing, in accordance with paragraph III of the Proposals, to instruct their General Staffs forthwith to enter into contact with the Belgian General Staffs, with a view to arranging the technical conditions in which the obligations referred to in that paragraph should be carried out in case of unprovoked aggression.

On behalf of His Majesty's Government I have the honour to state that it is understood that this contact between the General Staffs cannot give rise in respect of either Government to any political undertaking, nor to any obligation regarding the organisation of national defence. I shall be glad to have your Excellency's confirmation that this is likewise the understanding of your Government.

His Majesty's Government propose that the conversations between the General Staffs of the two countries, necessary for establishing the contacts in question, should be begun in London.

I am addressing a similar letter to the French Ambassador.

I have, &c.

ANTHONY EDEN.

Baron de Cartier de Marchienne to Mr. Eden.

M. le Secrétaire d'État,

Londres, le 1 avril 1936.

J'ai l'honneur d'accuser à votre Excellence la réception de sa lettre de ce jour, relative au contact à établir entre les États-Majors Anglais et Belges, conformément au paragraphe III du Texte des Dispositions rédigées à Londres, le 19 mars 1936, par les représentants de la Belgique, de la France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Italie.

Mon Gouvernement m'a chargé de marquer à votre Excellence son accord sur la procédure envisagée et de lui confirmer qu'il est entendu que semblable contact ne peut

am 11. März 1936 vor der Belgischen Kammer gehaltene Rede ¹⁾ mit folgenden Worten hervorhob:

«Les contacts entre états-majors ... constituent une condition de l'efficacité des garanties d'assistance formulées dans les accords internationaux et sont un élément capital de notre sécurité; ils doivent donc être soigneusement maintenus; sur ce point, il va sans dire que ce gouvernement, dont la préoccupation majeure a été et reste d'accroître dans tous les domaines les forces du pays, n'eût jamais accepté, pour quelque raison que ce fût, d'écarter ou de diminuer l'un des éléments de la sécurité militaire du pays, pour le cas d'agression non provoquée.»

Mit der Entlassung Belgiens aus den Verpflichtungen des Locarno-Vertrages und der Londoner Abmachungen vom 19. März 1936 sind die vertraglichen Verpflichtungen zur Aufrechterhaltung einer Fühlungnahme der Generalstäbe hinfällig geworden, da eine solche sowohl nach dem belgisch-französischen wie nach dem belgisch-britischen Notenwechsel lediglich zwecks Erfüllung der Locarno-Verpflichtungen erfolgen sollte. Diese Auffassung findet ihre Bestätigung in den Worten des belgischen Außenministers ²⁾:

«En ce qui concerne les accords des états-majors, ma réponse sera claire. La déclaration franco-anglaise du 24 avril clôt pour nous cette période, que l'on pourrait appeler l'ère des accords militaires, et je m'en réjouis.

Ici, une explication est indispensable.

Je m'en réjouis, non parce que ces accords étaient mauvais, mais parce que, malgré la réalité, malgré les affirmations dix fois, vingt fois répétées par tous mes prédécesseurs, ils étaient, chez nous et en Europe, sujet à confusion et sujet de méfiance. ...

Au moment où ces accords militaires ne sont plus, je répète encore une fois solennellement qu'ils n'avaient aucun caractère politique, qu'ils laissaient entière l'indépendance de notre pays et que l'esprit dans lequel ils avaient été conçus est resté l'esprit dans lequel ils ont été appliqués.»

Gleichzeitig aber wurde die Möglichkeit, derartige Besprechungen in Zukunft wieder einzuleiten, ausdrücklich offengelassen und die Parteiführer, die auf diese Möglichkeit Gewicht legten ³⁾, auf den Passus der Regierungserklärung verwiesen, in dem es hieß:

«Notre politique extérieure coïncide maintenant exactement avec nos possibilités militaires.

engendrer aucun engagement d'ordre politique, ni aucune obligation quant à l'organisation de la défense nationale, pour l'un ou l'autre des Gouvernements.

Je saisis, &c.

Bn. de CARTIER de MARCHIENNE.

¹⁾ Ann. Parl. de Belg., Ch. d. Représ., 1935/36, S. 789.

²⁾ Ann. Parl. de Belg., Ch. d. Représ., 1936/37, S. 1287.

³⁾ Es waren dies der Sprecher der Sozialistischen Partei Piérard, der Liberale Hymans und der Katholik Carton de Wiart: Ann. Parl. d. Belg., Ch. d. Représ., 1936/37, S. 1290, 1291, 1296.

Ce problème technique, nous restons libres de le résoudre en toute indépendance, en toute liberté; nous n'avons consenti et nous ne consentirons jamais à cet égard la moindre entrave ou la moindre restriction.»

Auch der britische Außenminister Eden behielt alle zukünftigen Regelungen vor, als er am 28. April 1937 im Unterhaus auf eine Anfrage des Abgeordneten Mander:

»whether staff conversations to facilitate the Franco-British guarantees to Belgium will take place between the three parties?«

die Antwort erteilte ¹⁾:

»No such staff conversations are at present contemplated ²⁾.«

Hinsichtlich der Erfüllung der Völkerbundsverpflichtungen — des zweiten, für die Erlangung der britisch-französischen Garantie wesentlichen Punkts — hat der belgische Außenminister festgestellt, daß der Durchmarsch durch belgisches Gebiet auf Grund des Art. 16 der Völkerbundssatzung nur mit Einwilligung der belgischen Regierung und nur im Rahmen einer kollektiven Aktion möglich sein wird³⁾.

Zu Ziffer 5 der britisch-französischen Erklärung sei auf die an den französischen Botschafter in London gerichtete britische Note vom 1. April 1936 ⁴⁾ verwiesen, die — in wörtlicher Übereinstimmung mit dem am 19. März 1936 in London vereinbarten, diese Zeitschrift Bd. VI, S. 313/14 abgedruckten Entwurf — das britische Hilfeversprechen enthält und gegenseitige Generalstabsbesprechungen vorsieht.

* * *

Der am 25. März 1937 zwischen *Italien* und *Jugoslawien* unterzeichnete und bereits am 27. März 1937 ratifizierte, im Anhang abgedruckte *Accord politique* ⁵⁾ stellt das bisher sichtbarste Ergebnis der italienisch-jugoslawischen Annäherung dar, auf die Mussolini in seiner Mailänder Rede vom 1. November 1936 Bezug genommen hatte.

Indem es den Vertrag mit dem »König von Italien und Kaiser von Äthiopien« schloß, hat Jugoslawien, ohne die endgültige Stellungnahme

¹⁾ Parl. Deb., House of Commons, Bd. 323, Sp. 309.

²⁾ In diesem Zusammenhang sei noch auf die Ansicht des außenpolitischen Mitarbeiters der *Contemporary Review*, Glasgow, hingewiesen, der im Mai-Heft (Nr. 857, S. 613) dieser Zeitschrift folgendes äußerte: »It is an open secret that the British and French governments have been given a private assurance that in the event of a German aggression the most prompt facilities would be placed at the disposal of France and Britain on Belgian territory. But outwardly it has now to be recognised that Belgium adopts an impartial attitude to each of the three Western European Great Powers.« — Ähnlich *Brossolette in Europe Nouvelle* 1937 Nr. 1003, S. 412.

³⁾ Vgl. darüber den Bericht oben S. 394.

⁴⁾ Cmd. 5149 (Miscellaneous 1936 Nr. 4), S. 5.

⁵⁾ Abdruck: *Documentation internationale* Nr. 34, S. 49; italienischer Text in *Giornale d'Italia* vom 27. 3. 1937.

des Völkerbundes abzuwarten, das italienische Imperium anerkannt. Ob hieraus und aus dem Umstand, daß die Vertragspartner zwar die aus dem Kelloggspakt sich ergebenden Verpflichtungen in Art. 3 ausdrücklich bestätigt, die Völkerbundssatzung aber unerwähnt gelassen haben, auf eine veränderte Einstellung Jugoslawiens zum Völkerbund geschlossen werden kann, mag dahingestellt bleiben. Der jugoslawische Außenminister Stojadinowitsch hat — wohl im Hinblick auf Art. 6 des Vertrages — nach seinem Abschluß erklärt, daß die Verpflichtungen Jugoslawiens aus dem Völkerbundspakt unberührt blieben¹⁾.

Die Vereinbarungen über die Nichtangriffsverpflichtung und die gegenseitige Zusammenarbeit bei internationalen Komplikationen (Artt. 1, 2) sind fast wortgetreu dem zwischen den beiden Mächten am 27. Januar 1924 abgeschlossenen Freundschaftsvertrag²⁾ entnommen, dessen Verlängerung nach Ablauf seiner fünfjährigen Geltungsdauer auf Grund der damals eingetretenen politischen Entfremdung der beiden Partner nicht möglich gewesen war.

Neu ist, außer der Anerkennung der beiderseitigen Grenzen (Art. 1), die Vorschrift des Art. 4, die sich gegen die Tätigkeit der in beiden Ländern arbeitenden irredentistischen Organisationen richtet.

Die Frage der auf italienischem Boden lebenden slawischen Minderheiten ist in dem Vertrage nicht geregelt worden. Doch ist der italienische Außenminister, wie er anlässlich eines Presse-Empfangs mitgeteilt hat³⁾, in der Lage gewesen, den jugoslawischen Ministerpräsidenten von im jugoslawischen Sinne günstigen Anordnungen der italienischen Regierung über den Gebrauch der serbischen, kroatischen und slowenischen Sprache in Unterricht und Gottesdienst in Kenntnis zu setzen. Graf Ciano gab ferner die Amnestierung von 80 aus Istrien stammenden politischen Häftlingen und die anlässlich des Vertragschlusses erfolgende Freilassung der weiteren, etwa 20 Inhaftierten derselben Abstammung bekannt.

Die Bedeutung eines italienischen Entgegenkommens in der Minderheitenbehandlung läßt sich daran ermessen, daß nur ein geringer Bruchteil der auf italienischem Gebiet lebenden — nach italienischen Angaben 412136, nach jugoslawischen Schätzungen sogar 600000 Köpfe zählenden — südslawischen Volksgruppe einen staatsvertraglich begründeten Minderheitenschutz genießt⁴⁾, die überwiegende Mehrzahl dagegen der

¹⁾ *Giornale d'Italia* vom 27. 3. 1937.

²⁾ *Martens*, 3 N.R.G. XII, 906.

³⁾ *Giornale d'Italia* vom 27. 3. 1937.

⁴⁾ Die Bewohner des Gebiets von Fiume, die bei der Abtretung dieser Stadt an Italien von ihrem Optionsrecht zugunsten Jugoslawiens Gebrauch gemacht haben, genießen auf Grund des Art. 9 des sogen. Fiume-Abkommens vom 27. 1. 1924 (*Martens*, 3 N.R.G. XII, 908) und der am 20. 7. 1925 in Nettuno unterzeichneten Verträge über die Anwendung des Art. 9 des Fiume-Abkommens (*S. d. N. Recueil des Traités* Bd. 83,

methodischen Assimilationspolitik ausgesetzt ist, die der den Staat beherrschenden Doktrin entspricht ¹⁾. Im Verlauf der Nachkriegsjahre haben infolgedessen Slowenen und Kroaten ihre gesamten kulturellen Einrichtungen, insbesondere die öffentlichen und privaten Volksschulen und ihre gesamte Presse verloren. Auch auf kirchlichem Gebiet ist die Wahrung der Volkstumsrechte nach dem italienischen Konkordat vom 11. Februar 1929 immer schwieriger geworden ²⁾.

Die Geltungsdauer des Vertrages, der durch eine — gesondert zu behandelnde — handelsvertragliche Regelung ergänzt wird (vgl. Art. 5), ist wie die des Freundschaftsvertrages von 1924 auf fünf Jahre bemessen, doch ist im Gegensatz zu diesem stillschweigende Verlängerung um je ein Jahr möglich (Art. 7).

* * *

Siam hat am 5. November 1936 die *Freundschafts-, Handels- und Schiffahrtsverträge* mit dem *Deutschen Reich, Belgien, Dänemark, den Niederlanden, Norwegen, Schweden* und den *Vereinigten Staaten von Amerika*, am 9. November 1936 den *Freundschafts-, Handels- und Schiffahrtsvertrag* mit *Portugal* gekündigt ³⁾. Alle diese Verträge werden ein Jahr nach erfolgter Kündigung, also am 5. bzw. 9. November 1937, außer Kraft treten.

Die Kündigung erfolgte, wie aus der Note hervorgeht, die die Kündigung des Vertrages mit den Vereinigten Staaten von Amerika enthält ⁴⁾, aus dem Wunsche der siamesischen Regierung:

S. 142) und über die Rechtsanwälte (S. d. N. Recueil des Traités Bd. 83, S. 150) dieselben Rechte auf ungehinderte Berufs- und Gewerbeausübung und auf den freien Gebrauch ihrer Muttersprache im persönlichen und behördlichen Verkehr und bei den Gottesdiensten sowie auf Einrichtung und Unterhaltung eigener Schulen, Wohlfahrts- und kultureller Einrichtungen, wie sie den auf jugoslawischem Gebiet ansässigen italienischen Staatsangehörigen durch Art. VII des Vertrages von Rapallo vom 12. 11. 1920 (Martens, 3 N.R.G. XII, 821) und die Artt. 49, 53 und 55 der sogen. Accords généraux vom 23. 10. 1922 (S. d. N. Recueil des Traités Bd. 18, S. 462) von Jugoslawien zugestanden worden sind. Den die jugoslawische Staatsangehörigkeit kraft Option besitzenden Bewohnern des Gebietes von Zara ist auf Grund des Art. 53 der Accords généraux vom 23. 10. 1922 lediglich das Recht auf ungehinderte Berufs- und Gewerbeausübung zuerkannt. Außerdem ist das Nettuno-Abkommen über die Anwälte auch auf die in Zara wohnhaften Anwälte jugoslawischer Nationalität anwendbar.

¹⁾ Vgl. hierzu neustens Musso, *La protezione minoritaria e la sovranità*, Rom 1936, S. 101.

²⁾ Vgl. hierzu »Nation und Staat« 1937, S. 422.

³⁾ RGBl. II 1936, S. 400; *Moniteur Belge* 1937, S. 418; *Lovtidende for Kongeriget Danmark C* 1937 Nr. 3; *Handelingen der Staten-Generaal* 1936/7, Tweede-Kamer, Bijlagen Nr. 265; *Bulletin de l'Institut Juridique International* Bd. XXXVI, S. 436; *Sveriges överenskommelser med främmande makter* 1936 Nr. 28; *Treaty Information* 1936 Bull. 86, S. 18; *Diario do Governo* I 1937, S. 345.

⁴⁾ Abdruck: *Treaty Information* 1936 Bull. 86, S. 18.

»to secure in their treaties a large measure of uniformity, complete equality of form and entire fiscal and jurisdictional autonomy«.

Außer den Angehörigen des Deutschen Reichs genossen die Angehörigen sämtlicher oben erwähnter Vertragsstaaten bis zum Abschluß der jetzt von Siam gekündigten Verträge in diesem Lande sogenannte Exterritorialitätsrechte, die in der Exemption von der einheimischen Gerichtsbarkeit¹⁾ und in dem Recht bestanden, bei der Einfuhr sämtlicher Waren ein für allemal nur einen dreiprozentigen Wertzoll zahlen zu müssen. Die nunmehr gekündigten Verträge²⁾ hatten seinerzeit einen großen Fortschritt für die siamesischen Bestrebungen auf Erlangung voller Justiz- und Zollhoheit dargestellt, da sämtliche privilegierten europäischen Staaten nach dem Vorgang der Vereinigten Staaten von Amerika die siamesische Zollhoheit anerkannt³⁾ und ihre Angehörigen der Gerichtsbarkeit der siamesischen Gerichte unterstellt hatten⁴⁾. Sie hatten sich zu letzterem Punkte lediglich das sogen. »Evokationsrecht«, d. h. das Recht vorbehalten, vor siamesischen Ge-

1) Über die nicht für alle Staaten einheitlichen Formen der Exemption vgl. Khun Sriya Baya, *Condition des citoyens et ressortissants français au Siam*, Poitiers 1931, S. 6 ff.

2) Außer den bereits erwähnten Staaten stehen noch Frankreich, Großbritannien, Italien, Japan und Spanien mit Siam in besonderen Vertragsbeziehungen. Von einer Kündigung auch der mit diesen Staaten abgeschlossenen, von den gekündigten nicht wesentlich verschiedenen Verträge ist nichts bekannt geworden.

3) Art. VII des am 16. 12. 1920 unterzeichneten Vertrages mit den Vereinigten Staaten (U.S.A. Treaty series Nr. 655) lautet:

»The United States of America recognizes that the principle of national autonomy should apply to the Kingdom of Siam in all that pertains to the rates of duty on importations and exportations of merchandise, drawbacks, and transit and all other taxes and impositions; and subject to the condition of equality of treatment with other nations in these respects, the United States of America agrees to assent to increases by Siam in its tariff to rates higher than those established by existing treaties, — on the further condition, however, that all other nations entitled to claim special tariff treatment in Siam assent to such increases freely and without the requirement of any compensatory benefit or privilege.«

Mit ihm stimmen fast wörtlich überein Art. IX des Vertrages mit Belgien vom 13. 7. 1926 (S. d. N. Recueil des Traités Bd. 62, S. 287), Art. XI des Vertrages mit Dänemark vom 1. 9. 1925 (Lovtidende for Kongeriget Danmark A 1926, Nr. 47), Art. VI des Vertrages mit den Niederlanden vom 8. 6. 1925 (Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1926 Nr. 329), Art. XI des Vertrages mit Norwegen (S. d. N. Rec. des Traités Bd. 60, S. 35), Art. X des Vertrages mit Portugal vom 14. 8. 1925 (S. d. N. Recueil des Traités Bd. 55, S. 57) und Art. VII des Vertrages mit Schweden (S. d. N. Rec. des Traités Bd. 58, S. 429).

4) Vgl. hierzu den ebenfalls fast wörtlich in die übrigen Verträge bzw. Protokolle übernommenen Art. I des dem Verträge mit den Vereinigten Staaten von Amerika angefügten Protokolls über die Gerichtsbarkeit: »The system of jurisdiction heretofore established in Siam for citizens of the United States and the privileges, exemptions and immunities now enjoyed by the citizens of the United States in Siam as a part of or appertenant to said system shall absolutely cease and determine on the date of the ex-

richten — mit Ausnahme des obersten Gerichtshofs in Bangkok — gegen ihre Staatsangehörigen als Beklagte oder Angeklagte anhängige Prozesse in jedem Stadium des Verfahrens vor die eigenen Konsulargerichte zu bringen. Die Voraussetzungen und Folgen der Ausübung dieses Rechts sind in Art. II des dem Verträge mit den Vereinigten Staaten angefügten Protokolls — und entsprechend in den mit den übrigen Mächten vereinbarten Protokollen — folgendermaßen umschrieben:

»Until the promulgation and putting into force of all the Siamese Codes, namely, the Penal Code, the Civil and Commercial Codes, the Codes of Procedure and the Law for Organization of Courts and for a period of five years thereafter, but no longer, the United States, through its Diplomatic and Consular Officials in Siam, whenever in its discretion it deems it proper so to do in the interest of justice, by means of a written requisition addressed to the judge or judges of the Court in which such case is pending, may evoke any case pending in any Siamese Court, except the Supreme or Dika Court, in which an American citizen or a person, corporation, company or association entitled to the protection of the United States, is defendant or accused.

Such case shall then be transferred to said Diplomatic or Consular Official for adjudication and the jurisdiction of the Siamese Court over such case shall thereupon cease. Any case so evoked shall be disposed of by said Diplomatic or Consular Official in accordance with the laws of the United States properly applicable, except that as to all matters coming within the scope of Codes or Laws of the Kingdom of Siam regularly promulgated and in force, the texts of which have been communicated to the American Legation in Bangkok, the rights and liabilities of the parties shall be determined by Siamese law.

For the purpose of trying such cases and of executing any judgments which may be rendered therein, the jurisdiction of the American Diplomatic and Consular Officials in Siam is continued.

Should the United States perceive, within a reasonable time after the promulgation of said Codes, any objection to said Codes, namely, the Penal Code, the Civil and Commercial Codes, the Codes of Procedure and the Law for Organization of Courts, the Siamese Government will endeavour to meet such objections.«

Trotz der geringen praktischen Bedeutung des Evokationsrechts ¹⁾ und der seiner Ausübung von vornherein gesetzten zeitlichen Beschränkung hat die siamesische Regierung die Verträge nebst den dieses Recht begründenden Annexprotokollen gekündigt ²⁾.

change of ratifications of the above-mentioned Treaty and thereafter all citizens of the United States and persons, corporations, companies and associations entitled to its protection in Siam shall be subject to the jurisdiction of the Siamese Courts.«

¹⁾ Sayre teilt in *American Journal of Internat. Law* 1928, S. 82 mit, daß das Evokationsrecht bis dahin von den Vereinigten Staaten noch kein einziges Mal in Anspruch genommen worden sei.

²⁾ In der an den amerikanischen Staatssekretär gerichteten Kündigungsnote vom 5. II. 1936 (oben S. 437 Anm. 4) heißt es: »It is very earnestly desired, in view of the fact

Da alle gekündigten Verträge die Klausel enthalten, daß ihre Kündigung nicht das Wiederaufleben der durch sie beseitigten Exterritorialitätsrechte zur Folge haben soll ¹⁾, bestehen nach dem Ablauf der Kündigungsfrist für die siamesische Gerichtsbarkeit keinerlei Beschränkungen mehr.

Für die Kündigung des Vertrages mit dem Deutschen Reich, das auf Grund des Art. 135 des Versailler Vertrages auf sämtliche Vorrechte in Siam verzichten mußte, dürften lediglich handelspolitische Gesichtspunkte maßgebend gewesen sein ²⁾.

* * *

Der Anbahnung diplomatischer und konsularischer Beziehungen und der Regelung des Niederlassungsrechts dienen die in den üblichen Formen gehaltenen *Freundschaftsverträge*, die am 20. Juni 1935 zwischen *Chile* und *Litauen* ³⁾, am 25. Juni 1936 zwischen *China* und *Lettland* ⁴⁾, am 23. September 1936 zwischen *Iran* und *Österreich* ⁵⁾ und am 28. Januar 1937 zwischen *Estland* und *Mexiko* ⁶⁾ abgeschlossen worden sind. ⁷⁾

Der am 25. April 1936 zwischen *Frankreich* und *Jemen* abgeschlossene, am 4. Februar 1937 ratifizierte *Freundschaftsvertrag* ⁸⁾ enthält darüber hinaus die bedingungs- und vorbehaltlose Anerkennung des Jemen als eines souveränen und unabhängigen Staates durch Frank-

that the Penal Code, the Civil and Commercial Codes, the Codes of Procedure and the Law for the Organization of Courts have been promulgated and have been in force for a certain period of time, to terminate the theoretical and unused right of evocation and to enjoy unrestricted jurisdictional autonomy. His Majesty's Government would therefore request friendly assent of Your Excellency's Government to the discontinuation of a jurisdictional privilege which has outlived its time.« — Die amerikanische Regierung fügte ihrer Empfangsbestätigung den Satz an: . . . »that the matters dealt with in your note will be given careful consideration by this Government.« (Note vom 17. 11. 36: Treaty Information 1936 Bull. 86, S. 19).

¹⁾ Art. XVII Abs. 3 des Vertrages mit den Vereinigten Staaten von Amerika; Art. XXIII Abs. 3 des Vertrages mit Belgien; Art. XXV Abs. 3 des Vertrages mit Dänemark; Art. XVIII Abs. 3 des Vertrages mit den Niederlanden; Art. XXIII Abs. 4 des Vertrages mit Norwegen; Art. XXIII Abs. 3 des Vertrages mit Portugal; Art. XXI Abs. 3 des Vertrages mit Schweden.

²⁾ Vgl. Wirtschaftsdienst 1937, S. 442.

³⁾ Ratifiziert am 24. 9. 1936: Vyriausybes Zinios I 1936, Nr. 554; Amtsblatt des Memelgebietes 1936, S. 913.

⁴⁾ Likumu un Ministru kabineta noteikumu krajums 1936, Nr. 116.

⁵⁾ Haus der Bundesgesetzgebung, 101/Ge der Beilagen.

⁶⁾ Riigi Teataja 1937, Art. 291.

⁷⁾ Die beiden letzterwähnten Verträge enthalten auch Bestimmungen über die schiedsgerichtliche Erledigung von Streitigkeiten.

⁸⁾ Journal Officiel 1937, S. 4525.

reich ¹⁾. Bemerkenswert ist ferner, daß nicht der französische, sondern der arabische Text des Vertrages zum authentischen erklärt worden ist (Art. 9).

Die *panamerikanische Konvention über die Rechte und Pflichten der Staaten* vom 26. Dezember 1933 ²⁾ ist am 9. Januar 1937 von *El Salvador* ratifiziert worden ³⁾.

Bloch.

Anhang.

1. Die Brüsseler Erklärungen über die internationale Stellung Belgiens.

a) *Gemeinsame Mitteilung des britischen und des französischen Botschafters in Brüssel an den belgischen Minister des Auswärtigen, vom 24. April 1937* ⁴⁾.

In accordance with instructions received from their respective Governments, His Majesty's Ambassador and the French Ambassador have the honour to make the following communication to the Belgian Government:—

1. The Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of the French Republic have not failed during the last few months to give their full attention to the desire of the Belgian Government to have the international rights and obligations of Belgium clarified in certain respects where this is rendered necessary by her geographical position and by the delays which may still occur before the negotiation and conclusion of the general Act intended to replace the Treaty of Locarno.

2. The Government of the United Kingdom and the Government of the Republic, being anxious to give full expression to their sympathy with this desire of the Belgian Government, have agreed to make the following declaration:—

3. The said Governments have taken note of the views which the Belgian Government has itself expressed concerning the interests of Belgium, and more particularly—

(1) the determination expressed publicly and on more than one occasion by the Belgian Government: (a) to defend the frontiers of Belgium with all its forces against any aggression or invasion, and to prevent Belgian territory from being used, for purposes of aggression against another State, as a passage or as a base of operations by land, by sea or in the air; (b) to organise the defence of Belgium in an efficient manner for this purpose;

(2) the renewed assurances of the fidelity of Belgium to the Covenant of the League of Nations and to the obligations which it involves for Members of the League.

4. In consequence, taking into account the determination and as-

¹⁾ Vgl. zur Anerkennung des Jemen durch europäische Mächte diese Zeitschr. Bd. VII, S. 90f.

²⁾ Vgl. diese Zeitschr. Bd. IV, S. 634, 650; Bd. V, S. 403, 869; Bd. VI, S. 601, 756; Bd. VII, S. 119.

³⁾ Treaty Information 1937 Bull. 89, S. 5; Diario Oficial (El Salvador) vom 7. 5. 1936, S. 1414.

⁴⁾ Cmd. 5437; betr. den französischen Text s. oben S. 430 Note 1.